

Transcription de l'interview d'André Flahaut (Bruxelles, 18 août 2010)

Légende: Transcription de l'interview d'André Flahaut, militant au Parti socialiste belge depuis 1973, président de l'Institut Émile Vandervelde de 1979 à 1995, ministre belge de la Défense nationale de 1999 à 2007, président de la Chambre des représentants de 2010 à 2014 et ministre du Budget, à la Fonction publique et à la Simplification administrative de la Communauté française depuis 2014, réalisée par le Centre Virtuel de la Connaissance sur l'Europe (CVCE) le 18 août 2010 à la Chambre des représentants à Bruxelles. Conduit par Étienne Deschamps, chercheur au CVCE, l'entretien porte particulièrement sur les sujets suivants: les origines de son engagement européen, la Belgique et la politique européenne de défense et la mise en place d'une Europe de la défense.

Source: Interview d'André Flahaut / ANDRÉ FLAHAUT, Étienne Deschamps, prise de vue : Alexandre Germain.- Bruxelles: CVCE [Prod.], 18.08.2010. CVCE, Sanem. - VIDEO (01:29:00, Couleur, Son original).

Copyright: Transcription CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/transcription_de_l_interview_d_andre_flahaut_bruelles_18_aout_2010-fr-aa83939b-b12a-49a3-94ac-a1361dc3682e.html



Date de dernière mise à jour: 29/07/2016

Transcription de l'interview d'André Flahaut (Bruxelles, 18 août 2010)

Table des matières

1. Les origines de son engagement européen.....	1
2. La Belgique et la politique européenne de défense.....	3
3. La mise en place d'une Europe de la défense.....	11

1. Les origines de son engagement européen

[**Étienne Deschamps**] Monsieur Flahaut, je vous remercie beaucoup de bien vouloir nous recevoir aujourd'hui à Bruxelles, à la Chambre des Députés, pour un entretien au cours duquel nous aurons l'occasion d'évoquer vos souvenirs relatifs à l'action qui a été la vôtre dans le domaine européen et singulièrement dans le domaine de la défense européenne, et pour commencer cet entretien, je voudrais, si vous êtes d'accord, évoquer un peu les origines de votre intérêt et de votre engagement pour les questions européennes, pour les questions communautaires. Est-ce que, en tant que jeune militant socialiste, puis après au sein de l'Institut Émile Vandervelde, vous avez déjà eu l'occasion de vous mêler – d'être associé disons – aux questions européennes?

[**André Flahaut**] Oui, par la force des choses, à partir du moment où comme militant socialiste, on s'implique, on s'engage en politique. Eh bien, par la force des choses, on prend conscience de l'environnement, non seulement de l'environnement belge, local, provincial, mais la Belgique est au cœur de l'Europe, et automatiquement, nous sommes directement concernés par cette construction européenne. Et pour peu qu'on analysât, que ce soit en humanités ou encore à l'université par la suite, les grandes questions de politique internationale, il y avait toujours non seulement le rôle de la Belgique, mais c'était toujours le rôle de la Belgique au cœur de l'Europe comme pays fondateur de l'Europe, et plus on avançait dans le temps, plus on percevait cette implication, ce rôle moteur. D'ailleurs, dans le même temps avec une diminution de l'autre grande organisation qui avait mobilisé beaucoup les Belges aussi d'ailleurs, qui est l'Otan, et de temps en temps revenait aussi cette idée du Benelux, qui... je comparais toujours le Benelux à ce petit moteur de l'Europe en quelque sorte, cette capacité qu'ont les petits pays à s'accorder pour amener des projets importants sur la table et peut-être les faire relayer par d'autres à un certain moment.

[**Étienne Deschamps**] En tant que Belge, aujourd'hui président de la Chambre, vous avez été ministre, vous êtes parlementaire depuis de nombreuses années, vous avez été ministre de la Fonction publique, de la régie des bâtiments – d'ailleurs, à ce titre, vous avez été en charge de la rénovation du désamiantage du Berlaymont. Quel regard aujourd'hui portez-vous sur l'importance pour la Belgique et pour la ville de Bruxelles de disposer de ce statut de capitale européenne?

[**André Flahaut**] Mais, vous l'avez dit. Il n'y a pas eu uniquement le désamiantage du Berlaymont, il y a eu aussi le Juste Lipse, il y a eu aussi tous les autres bâtiments, et c'est vrai que la Belgique s'est fortement impliquée pour construire les meilleures conditions possibles pour l'accueil matériel et l'accompagnement des institutions européennes et aussi de toutes celles et de tous ceux, de plus en

plus nombreux, qui travaillent pour ces institutions européennes et que nous devons nous faire un devoir d'accueillir dans les meilleures conditions possibles. Mais donc, je crois aujourd'hui que tous responsables politiques belges, mais de plus en plus aussi les citoyens belges, associent automatiquement la Belgique, Bruxelles à l'Europe. Et au moment où nous parlons en cette fin d'été 2010, où on constitue un nouveau gouvernement belge, en pleine présidence européenne d'ailleurs, vous constatez que les Belges mettent un point d'honneur, même avec des gouvernements en affaires courantes, à mener une présidence européenne dynamique originale et qui rapporte des choses pour ne pas freiner le mouvement de construction européenne. Nous avons des acteurs-clés, comme la personne d'Herman Van Rompuy, ancien président de cette assemblée et aussi ancien Premier ministre et donc ancien collègue également. Et donc on ne sait plus dissocier la Belgique de l'Europe et on ne sait pas dissocier Bruxelles de ce rôle de capitale européenne qui joue un rôle important. Et donc je crois que c'est la nouvelle réalité dans tous les domaines aujourd'hui, dans la discussion pour le futur du gouvernement en Belgique. Même si on transforme fondamentalement la Belgique – on est passé d'un État unitaire à un État fédéral qui deviendra sans doute encore plus fédéral demain –, il y aura une série de compétences qui seront aspirées vers l'Europe; on parlera sans doute tout à l'heure de la défense, de la politique extérieure dans son ensemble, mais aussi des finances, de la monnaie unique. Le monde a changé depuis qu'il y a l'euro, le ministre des Finances n'a plus les mêmes pouvoirs, le gouverneur n'a plus les mêmes pouvoirs, et sans doute que c'est cet euro qui nous a épargné une dévaluation lors de la dernière crise sans doute. Donc on mesure les aspects positifs de l'Europe dans cette Belgique que l'on redessine, il y aura forcément des choses qui iront à l'Europe, d'autres qui iront beaucoup vers les régions, y compris la région de Bruxelles dont il faut tenir compte du rôle international comme capitale internationale et européenne. Donc tout ça intervient, interfère dans la politique belge au quotidien, plus sans doute que dans d'autres États membres.

[**Étienne Deschamps**] Alors ces questions européennes, les enjeux européens pour la Belgique, vous les avez bien sûr vécus, analysés, connus au sein du Parti socialiste belge. Vous avez également participé à de nombreux travaux réalisés dans le cadre du Parti socialiste européen, notamment en tant que coordinateur ministériel pour les questions de défense. Quel regard portez-vous sur l'action et sur l'efficacité des partis européens ou du moins des fédérations européennes de partis?

[**André Flahaut**] Je crois que l'Europe existera réellement dans l'esprit du citoyen européen lorsque les partis seront réellement structurés au niveau européen. Parce qu'aujourd'hui, vous dites que je participe à des coordinations, aussi par la préparation de programmes, de manifestes, etc. Mais, malgré tout, tout cela est encore la juxtaposition de contributions venant des différents États. Or, il y a des valeurs qui sous-tendent les partis politiques, il y a des valeurs du socialisme, qui sont réelles. Pour n'en citer qu'une, parlons de la solidarité. Eh bien, cette valeur de solidarité, elle devrait plus se traduire dans une organisation au niveau européen de structure de partis. Partis qui sont là, non pas pour monopoliser le pouvoir, mais aussi pour être l'interface entre les institutions qui sont très souvent lourdes, qui sont mal perçues, mal comprises, qui produisent beaucoup de textes, qui ont souvent un aspect contraignant, voire très contraignant; les partis sont là pour faire le contrepois, pour expliquer que l'Europe, c'est une grande idée. L'Europe, c'est quelque chose qui a permis de vivre en paix pendant des décennies. L'Europe, c'est l'élément de rééquilibrage global au niveau mondial. On ne peut pas vivre dans un monde monopolitaire ou tout simplement bipolaire, avec un ensemble au centre comme l'Europe qui ne serait pas suffisamment présent et organisé. Mais croire que l'on va arriver à faire respecter l'Europe uniquement par des procédures de concertation gouvernementale, de chefs d'État! Non, je crois qu'il faut repartir à la base. C'est l'Européen de Grèce à celui de Pologne, à celui de Grande-Bretagne, d'Allemagne, de Belgique, du Luxembourg qui doivent d'abord être convaincus que leur avenir et leur bonheur passent par là, et pour ça, il faut une Europe qui ne soit pas une Europe exclusivement du marché, une Europe des affaires, une Europe de la finance, il faut aussi une Europe des gens. Il faut une Europe sociale, du travail, du respect des travailleurs. Il faut peut-être inverser les valeurs qui ont été mises en œuvre. Et pour cela, seuls les

citoyens peuvent inverser le processus au travers du Parlement européen, et seuls les citoyens convaincus parce que ayant été informés par des structures politiques, par des partis politiques, pourront y arriver. Donc c'est fondamental. Si vous me demandez ce que je pense aujourd'hui, eh bien je dis, c'est insuffisant, parce que les partis se mobilisent au moment des élections, mais c'est trop tard. Il faut faire un travail constant, permanent sur le terrain, sur tous les terrains, pour intégrer cette dimension européenne dans le travail au quotidien. Et par exemple, dans cette assemblée que je préside maintenant, il est clair qu'il va falloir encore accentuer ces relations avec les autres assemblées des autres pays, mais aussi accentuer les relations avec le Parlement européen, plus qu'au travers des comités d'avis, des comités d'experts, etc. et plus souvent *a priori* et pas *a posteriori*. Parce que quand les sous-actes sont posés, c'est trop tard, quand le mal est fait, c'est trop tard. Autant participer activement à cette construction. Donc un sentiment de trop peu, mais un engagement que je continue à avoir au sein du parti socialiste européen, notamment au travers de la structure organisationnelle des sections, des cellules, des fédérations, des échanges, des centres d'études – eh bien j'y travaille avec d'autres collègues pour faire en sorte que demain, il y ait réellement des partis qui soient un Parti populaire européen, un Parti socialiste européen, les Libéraux européens, mais des gens de conviction, forts de leurs valeurs, capables, un peu comme les pères de l'Europe l'ont fait, de poursuivre la construction, mais en ce qui nous concerne en mettant au premier plan en quelque sorte l'humain.

2. La Belgique et la politique européenne de défense

[**Étienne Deschamps**] Quel regard portez-vous sur l'engagement des parlementaires belges, en l'occurrence les députés, sur les questions européennes? Que peut-on répondre à un parlementaire ou un candidat parlementaire qui dit – parce que c'est une chose que l'on entend parfois – qui dit, qui explique que ce sont des sujets qu'il a du mal à vendre auprès de ses électeurs ou de ses électeurs potentiels et que donc, s'il s'intéresse beaucoup, voire trop aux questions internationales ou aux questions européennes, sa visibilité au sein de la politique nationale ou régionale en pâtira?

[**André Flahaut**] Je crois qu'un élu belge... et je suis moi-même élu belge, je m'occupe pour le Parti socialiste des questions internationales, j'ai cessé d'être ministre fin 2007 après 12 ans et demi d'exercice ministériel, et je suis redevenu député de base, ce que je souhaitais. Ça ne m'a pas empêché, en m'occupant des questions internationales, mais en étant proche et disponible, d'augmenter de façon très substantielle le nombre des voix aux dernières élections et de redevenir président de la Chambre. Donc si j'ai un conseil à donner aux députés ou aux candidats députés ou à ceux qui demain seront candidats à différents postes, c'est: «Ne négligez pas non plus l'aspect international, et certainement pas l'aspect européen, parce que c'est ça le contexte global, le nouveau cadre de vie.» Aujourd'hui, certains l'ont dit, le monde est un village, les étudiants belges aujourd'hui ne se contentent plus de rester dans leur pré carré belge de leur université. Ils débordent, ils vont au travers d'Erasmus, etc. en rencontrer d'autres. Le monde est leur domaine. Et donc c'est bien ainsi et c'est sans doute là aussi des éléments facteurs de paix. Mais donc pour cela, eh bien il faut que des gens s'occupent de politique internationale, mais garder l'équilibre entre ce qui sont les affaires du monde ou de l'Europe et aussi des problèmes au quotidien. Et parvenir à démontrer aux uns et aux autres qu'il y a un lien entre les deux. Mais pour faire comprendre ça et pour démontrer cela, il faut que les gens soient bien informés et bien formés. Ils doivent être des citoyens bien formés au niveau belge, mais ils doivent être des citoyens bien formés au niveau européen aussi. On ne peut plus envisager d'apprentissage à la citoyenneté aujourd'hui sans intégrer une dimension d'apprentissage à

la citoyenneté européenne pour apprendre aux jeunes, mais aussi à ceux qui sont là, on dit toujours «Les jeunes sont les acteurs de demain», donc ils sont déjà les acteurs d'aujourd'hui, et leur apprendre en quelque sorte finalement que le monde dans lequel ils évoluent, c'est celui qui leur fera découvrir des personnes venues d'ailleurs avec d'autres cultures, d'autres couleurs de peau, d'autres langages, mais que ce qui est important, c'est les relations humaines qui sont effectivement à la base de la paix.

[**Étienne Deschamps**] Alors, vous l'avez dit, vous avez été ministre pendant plus de dix ans, et notamment pendant huit ans au sein des deux gouvernements successifs de Guy Verhofstadt, vous avez été en charge de la défense et vous avez, dans ce cadre-là, vécu une présidence, en 2001, une présidence belge du Conseil de l'Union européenne. Est-ce que vous pourriez décrire la manière dont se passe ou se passait – si cela a changé – comment dirais-je, comment se passait la prise de décision en matière de politique étrangère, quand elle avait des implications relatives à la défense? Comment ça se passe, la préparation de la décision, les arbitrages quand il y a lieu d'en faire, et ensuite la concrétisation pratique des décisions qui ont été prises?

[**André Flahaut**] Dans un gouvernement quel qu'il soit, il y a une nécessité lorsqu'on parle de politique internationale, européenne ou plus globale, il y a une nécessité d'avoir le fonctionnement parfait d'un triangle entre le Premier ministre, le ministre des Affaires étrangères et le ministre de la Défense. Vient s'y ajouter de temps en temps le ministre de la Coopération quand il y en a un ou le secrétaire d'État aux affaires européennes quand il y en a un, etc. Mais en tout cas, le triangle de base est celui-là. Et donc Gescroix [sic] qui a présidé aux travaux pendant les deux gouvernements auxquels j'ai participé – j'ai eu beaucoup de chance, comme le Premier ministre aussi, d'avoir deux gouvernements successifs, parce que finalement, ça permet de s'inscrire dans une forme de continuité, et les relations internationales ont besoin de cette continuité aussi, ont besoin de durée pour pouvoir infléchir de façon substantielle et de façon sensible les politiques menées. Quatre ans de législature, c'est très très court. Et donc le triangle a bien fonctionné et il y avait effectivement dans ce triangle des gens qui sont des parlementaires ou des acteurs politiques qui étaient fondamentalement convaincus de l'importance européenne. Guy Verhofstadt, aujourd'hui, au Parlement européen continue cette démonstration, même si, comment vais-je dire, il n'a pas eu la chance d'accéder aux plus hautes fonctions européennes comme il l'aurait souhaité, mais bon, malgré ça il continue son combat là où c'est le cœur et ça devra devenir le cœur de la démocratie européenne, c'est le Parlement européen, et Louis Michel lui-même a aussi fait un parcours après à la Commission européenne dans une matière qui lui convenait d'ailleurs très bien, qui était la coopération internationale. Et donc, moi j'ai continué mon parcours sur le plan belge, si j'entends bien, ici où je suis aujourd'hui et peut-être demain ailleurs, poursuivre cette politique qui intègre à la fois la Belgique et la dimension internationale et européenne. Et c'est sans doute cette conviction à la base qui a permis d'aborder avec beaucoup d'énergie, beaucoup de volontarisme, quelques fois en bousculant des habitudes – le «sommet des pralines», etc. – les habitudes européennes. Une présidence belge, dans ce contexte-là, n'est jamais une présidence banale et ordinaire. Il y a toujours au niveau belge un peu ce caractère volontariste et perturbateur qui dit «Ce n'est pas parce qu'on est petit qu'on doit se taire, et ce n'est pas parce qu'on est petit qu'on doit cacher ses opinions», on est au même titre que d'autres autour de la table, on doit avoir la capacité de faire avancer les projets. Et c'est ce que nous avons fait en termes de défense, parce que nous sommes convaincus qu'une défense nationale, en Belgique, doit s'intégrer dans une dimension beaucoup plus large. Parce que nous sommes convaincus qu'à un certain moment, il y aura une défense européenne réelle dans ou à l'extérieur du cadre de l'Otan, mais sans doute dans le cadre de l'Otan, mais où les Européens sont représentants en tant que tels capables de se faire entendre et capables de donner les accents qui sont les leurs dans un contexte international fondamentalement différent, qui n'est plus le contexte des deux blocs. Nos armées sont ou étaient souvent construites sur base des expériences malheureuses passées, les investissements se faisaient pour acheter des tanks pour des combats de chars dans les plaines des pays de l'Est, mais les pays de l'Est ne sont plus de l'Est puisqu'ils sont maintenant entrés

dans l'Europe. Donc tout ça était quand même dépassé. Et donc c'est un peu cela qu'on a voulu donner comme indication pendant les années du gouvernement Verhofstadt, qui effectivement ont été les gouvernements fort marqués par la dimension européenne et une évolution de la défense européenne, et je me souviens d'avoir posé les jalons du premier livre blanc sur la défense. Ensuite, on a également réfléchi à inscrire des questions typiquement «défense», «perception de la défense européenne» dans le baromètre européen. Donc, tout cela c'était pour alimenter ou pour nous conforter dans notre démarche d'Européens convaincus pour une politique européenne de défense et une politique réelle européenne de politique extérieure. Parce que nous constatons que malheureusement dans certains conflits à certains endroits, on attendait que l'Europe s'exprime d'une seule voix, que cette Europe vienne s'installer dans les négociations pour apporter un point d'équilibre entre telle thèse et telle autre thèse. Et il faut bien se rappeler qu'à cette époque-là, on était face à une administration américaine, qui n'était pas l'administration Obama, mais qui était l'administration Bush, particulièrement agressive, tenant de l'unilatéralisme, et qui défendait les thèses de conflits préventifs ou encore les thèses d'axe du mal «Et si vous n'êtes pas avec nous, vous êtes contre nous». On l'a vu au moment de la guerre en Irak, les pays de l'ancienne Europe – France, Allemagne, Belgique et Luxembourg – ont résisté, ça c'était sans doute l'illustration que nous avons cette capacité à dire non, parce que nous étions convaincus que s'engager dans un combat comme celui-là, c'était peut-être s'engager dans une impasse. Et on constate aujourd'hui que ce n'est pas facile de sortir de cette impasse pour l'administration Obama, c'était un grand défi. Et pour l'Afghanistan, on a toujours fait aussi preuve d'une certaine réserve, même si nous sommes toujours restés solidaires. Donc je crois que les Belges, dans ce gouvernement... ces Européens convaincus que nous étions, parce que nous avons pris conscience de ce nouvel environnement, comme d'ailleurs je crois que pour l'avenir, demain, de l'Europe il est grand temps de développer un axe fort de solidarité Nord-Sud, qu'on s'est forcément ouverts pour des raisons ou d'autres vers l'Est, mais maintenant il est grand temps que l'Europe – sans nécessairement s'élargir à l'Afrique, soyons sérieux – tout simplement développe un axe fort de solidarité vis-à-vis de l'Afrique, notamment l'Afrique centrale et le Congo, deux dossiers que nous avons portés quand nous étions aux affaires, et sans oublier le pourtour méditerranéen qui est le trait d'union naturel, et je crois que c'est ça demain l'avenir de l'Europe, et pas uniquement en termes de défense, mais aussi en termes d'expression de solidarité dans toute une série de domaines.

[**Étienne Deschamps**] Alors, tous ces enjeux, nous aurons l'occasion d'y revenir. Mais un point spécifique, malgré tout: à votre arrivée au ministère de la Défense en 99, vous avez très rapidement pris toute une série d'initiatives visant à introduire plus de symbolique européenne dans le protocole de l'armée belge. En politique, on sait à quel point les symboles, le symbolique est important. Premièrement, quelles ont été ces initiatives concrètes et comment l'armée a-t-elle réagi à ces initiatives de votre part?

[**André Flahaut**] Oui, c'est vrai que la symbolique a tout son sens, et quand on réfléchit aux dernières discussions sur le traité de Lisbonne, la place des drapeaux, la place des hymnes, etc., on voit combien même les plus beaux projets, les projets les plus ambitieux peuvent quelquefois se trouver arrêtés sur des questions de symbolique ou de protocole. Je suis très peu «symbole», je suis très peu protocolaire, mais il y a une nécessité de temps en temps pour faire avancer les choses. Et donc... c'est du détail, mais à mon arrivée, j'ai souhaité qu'il y ait dans tous les lieux où je me trouvais le drapeau européen à côté du drapeau belge, y compris sur les casernes. Il y a eu un point d'interrogation, on ne comprenait pas pourquoi je souhaitais faire ça, ça a été fait et je crois qu'aujourd'hui, plus personne ne pense à enlever le drapeau européen des édifices nationaux belges, ce qui est aussi une démonstration de l'implication très forte de la Belgique dans le débat européen. Ensuite, il y a eu les hymnes. Alors c'est clair que l'hymne européen n'est pas toujours connu, et j'ai souvenir d'avoir

imposé dans le protocole militaire belge le fait d'avoir les deux hymnes, l'hymne européen et l'hymne national La Brabançonne. Et je me souviens qu'au début, il y avait parfois des hésitations chez les militaires s'il fallait se lever et saluer l'hymne européen au même titre que l'hymne national. Maintenant, aujourd'hui, tout ça est entré dans les habitudes. Hier, par exemple, j'ai participé à une cérémonie, eh bien c'était tout à fait normal, tellement normal qu'il n'y a eu plus que l'hymne européen et plus l'hymne belge, ce qui devient inquiétant dans l'autre sens. Mais j'ai vécu une anecdote assez particulière lorsque j'ai décidé du retrait des forces belges qui étaient toujours stationnées en Allemagne. Il y a eu une cérémonie organisée en Allemagne, il y avait le président de l'époque et il y avait le roi, le roi Albert. Et au moment de l'hymne européen, le roi s'est levé spontanément, et il a salué. Et les voisins se demandaient pourquoi le roi se levait sur un hymne qui n'était pas tout à fait l'hymne connu. Ce n'était pas l'hymne belge, pas l'hymne allemand, bon... et donc voilà, l'exemple venait d'en haut. D'autres éléments aussi sur le nouveau drapeau de la défense que j'ai dessiné... les étoiles européennes y apparaissent, comme d'ailleurs sur les appareils qui transportent nos militaires. De la même façon, j'ai décidé d'ouvrir l'accès à la carrière militaire à tous les ressortissants européens ici en Belgique, y compris aussi à l'École royale militaire, École royale militaire qu'on a fait inscrire dans le processus de Bologne. Donc je crois que par toute une série d'actes, et on a aussi été aidés par la présidence européenne au début de la décennie, puisque je me souviens avoir rencontré à cette époque tous les pays membres de l'Europe, tous ceux qui étaient candidats, tous ceux qui étaient de l'Otan et tous ceux qui étaient candidats à l'Otan. Il y a eu des élargissements dans les deux sens. Eh bien, parce que je pars du principe que pour réussir du bon multilatéral, il faut avoir du bon bilatéral. Il faut avoir des contacts directs et il y va en diplomatie comme en football, il y a des matchs aller et des matchs retour. Et il faut pouvoir mesurer les conditions dans lesquelles l'autre évalue ses difficultés et ses avantages, etc., c'est comme ça qu'on construit de réels partenariats. Et je posais chaque fois la même question à mes interlocuteurs, disant: «Mais, finalement, quelle est votre priorité aujourd'hui? Est-ce l'Otan ou est-ce l'Europe?» La réponse était très souvent l'Otan pour des raisons de sécurité, faisant remarquer que ça allait demander des moyens énormes et des sacrifices énormes à la population pour se mettre aux normes de l'Otan en termes d'équipement. Les responsables politiques répondaient: «Oui, mais bon, l'opinion publique est prête.» Et on a pu constater que l'opinion publique n'était pas prête. Comme quoi les responsables politiques peuvent aussi, et très souvent, se tromper. L'opinion publique veut la paix et je crois que l'opinion publique perçoit qu'une bonne organisation au niveau européen et peut-être en termes de défense permettrait de réaliser de sérieuses économies et de gagner en efficacité et en efficacité plutôt que de multiplier les duplications et les «chacun achète pour soi», etc. C'est ça, un des grands défis de demain, c'est obliger les gens à travailler ensemble. Et pour ça, il fallait travailler sur le terrain. Et là, on ne rendra jamais suffisamment hommage à Javier Solana, qui était un des acteurs-clés de cette politique extérieure, qui connaissait bien l'Otan puisqu'il en avait été secrétaire général, qui était un homme politique avec des valeurs très très fortes en quelque sorte. Eh bien forcément, cet antimilitariste, ce pacifiste est devenu sans doute, pas le plus militariste mais celui qui connaissait le mieux le sens de la paix et du combat qu'il fallait mener pour cette paix au travers de l'Europe, et Javier était très très rapide pour comprendre l'opportunité par exemple, lorsqu'on a créé l'opération Artémis en bilatéral d'abord avec Michèle Alliot-Marie, ministre française de la Défense, au Congo, quand Javier a dit: «Mais on pourrait peut-être en faire une dimension européenne, une action européenne.» Ça, c'était effectivement sa vision aussi d'ouvrir l'Europe dans cet axe fort vers le Sud et vers l'Afrique, et de hisser les couleurs européennes là où elles devaient l'être également. Et donc c'est très important d'avoir, par exemple, l'opération Atalanta de lutte contre la piraterie. Toutes les actions qui permettent à des États de travailler ensemble pour soit lutter contre la piraterie au travers des mers, ce qui est sans doute un des enjeux importants pour le futur, mais aussi pour, par exemple, organiser une stratégie de réponse rapide aux crises internationales, pas nécessairement des crises militaires, mais des crises humanitaires par exemple. Eh bien, je crois que c'est la meilleure façon de construire l'Europe. Aujourd'hui, je regrette, par exemple, que lorsque des problèmes se posent en Haïti, lorsque des problèmes se posent au Pakistan, lorsque des problèmes... je ne sais pas, l'Europe soit assez lente dans sa réaction – peut-être est-ce parce que nous sommes en période de

vacances? – mais soit aussi quelquefois limitée à mettre en œuvre ou à ouvrir le portefeuille à verser. Je crois qu'il y a possibilité avec les moyens militaires dont nous disposons dans chacun des pays européens, sans créer une force de casques blancs ou autre chose, sans dupliquer avec une force d'intervention pour l'aide humanitaire, je crois que nous pourrions faire énormément de choses au niveau européen.

[**Étienne Deschamps**] Donc dans ce domaine, vous pensez que l'Europe s'est donnée, d'un point de vue institutionnel et logistique, les moyens de ses ambitions?

[**André Flahaut**] Je crois. Si on examine tous les moyens militaires qui sont à la disposition dans chacun des États, il y a, en plus des actions militaires que nous menons dans le cadre international, il y a une possibilité... et parfois des actions que nous n'utilisons pas – la brigade franco-allemande, on ne l'utilise pratiquement pas, l'Eurocorps, on ne l'utilise pratiquement pas, ce qui est une aberration parce qu'on mobilise des moyens sans les utiliser, peut-être pour faire plaisir à quelques généraux, mais donc utilisons ce qui existe, examinons exactement ce que nous avons pour mener des actions, mais ne limitons pas cela à l'action militaire, permettons d'utiliser ces moyens aussi dans un cadre européen pour être vraiment un EU-FAST, c'est-à-dire une force d'intervention rapide en cas de catastrophe naturelle, et ne nous donnons pas bonne conscience comme Européens riches en disant: «On va verser autant, on va verser autant.» Non, nous avons des gens capables d'être aussi sur le terrain et d'être visibles sur le terrain et qui demanderaient peut-être de faire ce genre de choses. Mais nous aurions une image autre qu'une image institutionnelle, bureaucratique, quelquefois recroquevillés sur nous-mêmes, l'Europe s'occupe de son petit «potopote» européen, alors qu'on attend de l'Europe qu'elle soit présente aussi sur la scène internationale. C'est ça que je reproche un petit peu.

[**Étienne Deschamps**] Alors, en 2001, présidence belge du Conseil de l'Union européenne. Vous souvenez-vous des circonstances dans lesquelles cette présidence a été préparée en interne, au niveau politique, au niveau de l'administration? Et quels étaient, en matière de défense, en matière de politique européenne de défense, quels étaient les grandes priorités, les grands axes prioritaires que le gouvernement belge s'est fixés à ce moment-là? Et enfin, avez-vous été satisfait des résultats obtenus?

[**André Flahaut**] Mais donc, il faut bien se remettre dans le contexte. La défense, depuis l'essai raté des années 50, eh bien finalement, ce n'était pas la première priorité. Il a fallu des initiatives bilatérales, et puis moi j'arrive en 99 avec Verhofstadt. On a eu la chance d'arriver à un début de processus, à un moment où se lançait un processus. Donc nous avons saisi l'opportunité. En politique, saisir l'opportunité, c'est ce qui fait la victoire. Et donc, en plus de cette opportunité qui se présentait, il y avait notre dynamisme, notre volontarisme, nos convictions profondes en disant: «On va en faire quelque chose et on va montrer qu'on sait faire quelque chose de différent.» Et donc, je vous ai cité les aspects plus ponctuels, plus symboliques, il y a eu cette enquête qui a été faite, parce que ça a appuyé sur l'eurobaromètre, lorsque les gens disent: «On a besoin d'une défense européenne», eh bien ça vous renforce, même si ce sont des statistiques, des sondages. Quand vous arrivez dans des réunions préparatoires, etc. et que vous dites «On va vraiment travailler à une défense européenne», vous êtes scientifiquement... ou l'opinion publique est derrière vous.

[**Étienne Deschamps**] Parce que le message, c'était celui-là: l'opinion publique, à ce moment-là, était disponible, ou en attente ou en demande, plus dans le domaine militaire.

[**André Flahaut**] Elle était surtout en demande, d'autant plus qu'on s'occupait de l'opinion publique dans ces matières-là, parce que dans la présidence pour par exemple la défense, moi j'ai amené cette question d'opinion publique et la perception de l'opinion publique en matière de défense. De la même façon, j'ai amené d'autres problèmes qui ne venaient jamais sur la table des militaires, par exemple la santé. En matière de défense, on a intérêt à coordonner nos services médicaux, nos services de santé par exemple. Ce qui n'est pas encore fait, ce qui est loin d'être fait. Mais l'opinion publique, la première fois que j'ai parlé de cela, ce n'était pas dans une réunion européenne, c'était dans une réunion de l'Otan, c'était à Toronto. La première fois que je suis intervenu pour dire qu'il fallait que l'on tienne compte de l'opinion publique, j'ai vu toute une série de mes collègues se tourner vers le nouvel arrivant en disant «Qu'est-ce que c'est que ce martien qui arrive et qui nous dit maintenant, à nous les militaires, les ministres de la Défense de ces pays de l'Otan qui savons mieux que quiconque ce qu'il faut faire pour la paix, qu'il faut quand même s'occuper de la perception de l'opinion publique?!» J'ai continué à dire et répéter: «Aujourd'hui, on est sans doute beaucoup plus sensible à cette perception de l'opinion publique, y compris en matière de défense, ne fut-ce que par le coût que ça représente et des investissements.» Donc, bon... avoir raison trop tôt, ce n'est pas toujours utile, mais le dire, ça fait plaisir et de constater *a posteriori* que ça a servi à quelque chose, c'est encore plus satisfaisant. Et donc l'opinion publique... et puis on a dit «On va effectivement, nous, travailler à faire avancer ce processus.» Parce que déjà, à cette époque-là, on entendait dire: «Oui mais, à quoi bon, on a essayé, ça n'a pas marché». Les réticences sont encore là. L'Otan est là, pourquoi faire quelque chose en plus? Alors on avait beau dire que ce n'était pas nécessairement concurrent, que ce n'était pas parce que nous étions les ennemis des États-Unis, etc. mais que nous souhaitions avoir notre capacité d'expression et d'exprimer nos sentiments. On ne savait pas à cette époque-là qu'il allait y avoir les tours en 2001, on ne savait pas non plus qu'il allait y avoir l'attaque de l'Irak et puis l'Afghanistan par la suite. On ne le savait pas, mais on disait «L'Europe doit pouvoir s'exprimer et pouvoir exister également». Donc ça voulait dire aussi travailler aux investissements. D'où l'idée de livre blanc, livre vert – je ne sais pas, l'Europe, c'est toujours compliqué avec les livres blancs, les livres verts, tout ça est codifié – mais avoir la réflexion en disant «Où veut-on arriver, nous Belges, en termes d'investissement, dans les moyennes européennes? Comment est-ce qu'on pourra arriver à une certaine forme de spécialisation? Comment faire en sorte de traduire nos handicaps en avantages, et de nos avantages... comment en faire profiter les autres?» Et donc, à ce moment-là, on a travaillé beaucoup en bilatéral et on a fait du concret. Je viens de vous parler de l'École royale militaire, très ouverte, instrument, vitrine vers aussi l'Afrique, mais lorsqu'on a décidé, par exemple, de faire ensemble la formation de nos pilotes avec la France, c'était par pur pragmatisme. La Belgique avait beaucoup d'Alpha Jets et peu de candidats pilotes. La France avait beaucoup de candidats pilotes et peu d'Alpha Jets. Et donc, qu'est-ce qui s'est passé entre deux personnes de bon sens? Eh bien, on a dit à Michèle Alliot-Marie, on a dit «Mais si on mettait ça ensemble?» En plus de ça, il pleut moins dans le sud de la France qu'au sud de Bruxelles, «Eh bien donc, on va faire ça là-bas!». On a dû vaincre les résistances, mais on y est arrivés. Lorsqu'on s'est battus pour le grand dossier des A400M, ce qui est sans doute l'investissement militaire le plus symbolique de cette existence européenne, ce ne fut pas facile parce qu'il fallait arriver à 193 appareils. Si on n'était pas à 193 appareils, il fallait, nous en Belgique, revoir notre position. À d'autres endroits, on abandonnait les commandes.

L'attentat sur les tours a fait revoir la position à certains pays européens, mais aussi des changements de gouvernement. Monsieur Berlusconi est arrivé au gouvernement en Italie, et il a effectivement retiré son engagement vers l'achat des transporteurs européens pour s'orienter plus vers les États-Unis. Il fallait concilier avec tout cela. Monsieur Aznar, à l'époque, était plus proche des États-Unis que de l'Europe. Et donc c'est comme ça qu'avec Schröder, Chirac, Verhofstadt et d'autres, eh bien

on a bataillé ferme pour faire exister et faire développer cette cellule. Mais la bataille n'est pas encore gagnée. Quand on prend l'agence européenne que nous avons voulu créer pour les investissements militaires, cette agence européenne devrait avoir beaucoup plus de moyens, devrait fonctionner de façon plus dynamique, on a voulu que les ministres soient membres du conseil d'administration de cette agence européenne. Aujourd'hui on pinaille plus sur cent mille euros dans le budget ou l'engagement de trois secrétaires que véritablement s'engager pour rechercher des projets d'acquisition, d'investissement européens concrets sur le terrain. Nous avons développé en Belgique en matière d'investissement le minimum suffisant, donc on ne voulait plus acheter des choses qui n'auraient pas été utiles à terme, donc on a fait une structure unique en matière de défense pour éviter que les marins achètent de leur côté, les aériens de l'autre, et les terriens de l'autre, etc. Structure unique pour avoir le minimum suffisant, la réelle expression des besoins et pas une expression des besoins comme résultat du cumul des besoins exprimés par toutes les petites entités, avoir une gestion cohérente, donc le minimum suffisant, achats sur étagères, ne pas créer pour le fantassin belge le véhicule ad hoc alors que le fantassin français a peut-être des véhicules qui sont disponibles immédiatement. Même chose pour le soldat du futur. Pourquoi vouloir un prototype avec les Hollandais, alors que beaucoup d'autres soldats sont déjà équipés pour le futur? Donc achats sur étagères et des tranches optionnelles pour adapter le cas échéant en fonction des besoins et de l'évolution. Ça implique pour cela, on a fait percoler cela dans les autres pays, comme notre structure unique a percolé dans les autres pays aussi. Ce n'est un secret pour personne. Si vous supprimez les duplications, vous pouvez faire des économies sérieuses en matière de fonctionnement, sans nécessairement porter préjudice à votre personnel et à la qualité de son équipement et de son encadrement, ni de sa formation, ni sans être pris en défaut de solidarité dans les opérations internationales. Et vous travaillez ensemble. Si vous harmonisez les logistiques au niveau européen, vous éviterez demain que des militaires français partent avec leur logistique, que les Belges partent avec leur logistique, etc. En matière médicale, vous savez, vous souffrez d'une maladie en opération extérieure, vous allez voir un médecin français, allemand ou n'importe quoi, il vous proposera peut-être un autre médicament qui ne porte pas le même nom et vous serez soigné. C'est ça qui est l'essentiel, me semble-t-il. Donc c'est à partir de là, ces arguments de bon sens, et là on peut effectivement réaliser au niveau européen une forme de structure unique, éviter les duplications, obliger les gens à travailler ensemble sur les bases de minimum suffisant, etc. au travers d'une agence européenne pour les équipements militaires, ça peut effectivement ou ça pourrait nous amener une défense européenne pas immense, mais certainement efficace, rapidement mobilisable, avec des moyens interopérables, moins coûteuse mais avec des gens bien formés et capable d'anticiper les problèmes et pas de faire la guerre de 40 avec les outils de 14. Et donc c'est ça qui doit être recherché et c'est un peu ça le combat qu'on a voulu initier avec notre première présidence en 2001. Mais naturellement, une présidence, c'est six mois. Et donc ça prend du temps, puis d'autres arrivent, ils ont d'autres priorités, ils parlent moins d'opinion publique, ils parlent moins de santé, ils parlent moins du bien-être des militaires, ils parlent plus des opérations, de l'alignement sur les États-Unis, de l'intégration dans l'Otan, de la lutte contre le terrorisme à tout prix. Les événements aussi modifient les politiques. Quand il y a eu les tours, à ce moment-là, c'était notre présidence et la réunion qui s'est tenue a conclu que ce n'était pas moins d'Europe qu'il fallait, c'était plus d'Europe qu'il fallait en matière de défense, et notamment plus d'Europe en matière de renseignement. Le renseignement qui, par définition, est un mot cloisonné en quelque sorte et les gens aiment bien ce cloisonnement parce que détenir l'information, c'est détenir le pouvoir et la puissance, et donc on avait chargé Javier Solana, à l'époque, de dire «Eh bien, il faut maintenant faire un travail pour amener les Européens à travailler ensemble aussi en matière de renseignement». Utilisons l'expertise belge pour la Centrafrique et l'expertise française pour d'autres parties du monde et collaborons! Ce qui est important, c'est prévenir, c'est la paix. Ça aussi a avancé de façon un peu chaotique. Ma crainte aujourd'hui, c'est que le service d'action extérieure existe sur papier, les organigrammes sont faits, les équilibres sont sans doute respectés, les gens auront sans doute un drapeau supplémentaire ou un pin supplémentaire à leur boutonnière pour représenter l'Europe, mais je crois que c'est peut-être prendre le problème à l'envers. C'est comme pour l'Europe de la défense, si on avait commencé

à créer une académie de défense, eh bien nos officiers, nos sous-officiers résonneraient aujourd'hui de façon européenne, et pas de façon française, italienne, anglaise, allemande, etc. On est quand même obligés sur le terrain de travailler ensemble. Et donc il y a urgence à investir dans la formation en commun, c'est ce qu'on a voulu donner comme exemple, par exemple avec la formation des pilotes.

[**Étienne Deschamps**] Alors, vous avez évoqué l'Europe de l'armement, l'Europe du renseignement, quelle a été l'implication des autorités belges, de l'armée belge dans le programme Hélios?

[**André Flahaut**] Et là aussi, ça se joint directement – comment vous dire – au renseignement, parce que pour un petit pays comme la Belgique, se doter d'une capacité satellitaire, c'est impossible. Donc nous sommes inscrits dans un programme plus large que nous offriraient certains pays de l'Europe, et donc nous avons renforcé notre capacité de renseignement. Et effectivement, le satellite survole une partie de l'Afrique et apporte à nos clients – Belgique que nous sommes – les images nécessaires. C'est ainsi qu'on a vu que les véhicules qu'un jour l'ONU avait mis sur un bateau pour aller vers le Congo pour les Béninois qui allaient soutenir les Congolais, que les véhicules étaient bloqués en Guinée parce qu'on avait considéré que c'était une attaque contre le pays en question. Voilà une illustration réelle de l'utilité, à côté des formations mises en commun en matière satellitaire. Moi j'y crois beaucoup et c'est pour ça que je suis un peu triste de constater l'avancement très très lent, pour ne pas dire pratiquement la marche d'Echternach, de l'Agence européenne d'armement, parce que les intérêts nationaux priment toujours. Et il faut bien dire ce qui est. Quelquefois, les entreprises, les industries nationales ont la préoccupation de vendre, avec l'argument massif de l'emploi, de l'économie, alors qu'on doit quand même s'interroger si ce qu'on fabrique correspond bien à ce qui est attendu et si on ne peut pas peut-être être plus efficaces en mettant les choses en commun. Exemple du A400M. Et c'est pour ça qu'il faudrait identifier rapidement un véhicule pour l'ensemble des armées européennes, parce que là, ça serait un nouveau programme très important qui apporterait de l'emploi, qui serait intéressant pour l'économie. Mais le problème, c'est que chaque gouvernement commence ses programmes d'investissement à des moments différents et qu'il n'y a pas un point commun entre eux. Il faut avoir une vision suffisamment large. Est-ce que maintenant, il faut reparler de la chasse européenne, des avions de chasse? On sait très bien que la concurrence est rude entre le Rafale, entre les Gripen, entre les avions américains et que les décisions ne sont pas toujours prises dans un souci de cohérence de défense européenne. Il y a des pays qui ne seront peut-être plus engagés dans la chasse ou qui ne voudront plus s'engager dans la chasse et qui iront plus dans une spécialisation de transport parce que je crois que la défense européenne, elle implique aussi une forme de spécialisation des différents acteurs.

3. La mise en place d'une Europe de la défense

[**Étienne Deschamps**] Fin 1998, vous n'étiez pas encore ministre, mais vous avez été directement confronté aux conséquences de cette décision au sommet de Saint-Malo. Tony Blair, sans doute pour la première fois au nom du Royaume-Uni, se dit prêt à accepter une dimension accrue européenne en matière de défense. Est-ce que selon vous les engagements pris à Saint-Malo se sont effectivement traduits dans la réalité?

[**André Flahaut**] Mais je crois que l'élément important, c'était, comme vous venez de le dire, c'était la première fois que... Le tout, c'est que les actes n'ont pas suivi nécessairement les engagements. Et c'est vrai que c'était séduisant de parler de ça, c'était enthousiasmant même, et puis rassurant pour l'opinion publique. On allait enfin, peut-être, converger vers... sortir de cette politique de duplication, du «chacun pour soi» et avoir quelque chose de cohérent, puisque l'opinion publique – et j'y reviens toujours – sent instinctivement que si on met ensemble les moyens, si on essaie d'éviter de répéter les choses, ça va coûter moins et ça sera plus efficace. Les gens sentent le bon sens, le bon sens paysan – oui il est là! – et moi, j'essaie de garder ce bon sens en permanence. Mais naturellement, après ça, les intérêts reprennent souvent le dessus et combien de fois n'ai-je entendu – j'ai quand même participé à un grand nombre, pendant les huit ans et demi de présence à la défense, j'ai participé à un grand nombre de réunions européennes et de réunions de l'Otan – combien de fois n'ai-je entendu des collègues qui tenaient un discours différent selon le moment où ils prononçaient le discours et selon l'assemblée devant laquelle ils s'exprimaient! J'ai entendu des ministres européens tenir un discours pro-otanien à du 150 % dans les assemblées de l'Otan, et une semaine après, tenir des discours pro-européens, à l'opposé de ce qu'ils avaient dit auparavant. À tel point qu'un secrétaire général de l'Otan, monsieur Robertson pour ne pas le citer, a cru bon – c'était un Britannique, il disait toujours qu'il était du Labour et donc qu'il devait être proche de moi, qu'on était dans le même parti, mais il y avait quand même de fortes nuances entre lui et moi, moi socialiste et lui du Labour et peut-être qu'il y avait aussi de fortes nuances entre monsieur Blair et d'autres socialistes du continent, surtout maintenant au moment où l'on parle – mais Robertson avait supprimé l'eurodinner, parce qu'on avait une bonne habitude qui existait, c'était que les ministres européens se voient dans chaque réunion de l'Otan, et puis un beau jour, Robertson est arrivé en disant qu'il considérait que tout ça pouvait être perçu comme des manœuvres de méfiance qui pouvaient heurter la sensibilité de nos amis américains, et donc on ne faisait plus l'eurodinner, ce qui moi m'avait particulièrement..., j'étais intervenu en disant que je ne comprenais pas et que je n'acceptais pas, mais bon... on avait décidé, bon c'était comme ça, c'était en plus eux qui payaient, donc je ne pouvais rien dire, mais c'était pour vous dire qu'à côté de tous les discours de façade, les poignées de main – pas les accolades – entre Solana d'un côté et qui était devenu l'Européen qui venait de l'Otan et Robertson qui lui succédait à l'Otan, à côté des discours: «On va travailler ensemble, etc.», c'était tout sauf ça. C'était tout sauf ça! C'était chacun de son côté et quand on décidait de faire quelque chose, la mise en œuvre prenait souvent du temps dans les arcanes administratives, les états-majors militaires, etc. Et c'est ça que, moi, j'ai dénoncé, que j'ai toujours dénoncé et que je dénoncerai toujours. Parce que nous – et c'était aussi le cas du ministre des Affaires étrangères et du Premier ministre, c'était: «Eh bien, écoutez, allez, hein, maintenant, il y a une agression sur les tours, eh bien on répond, on est solidaires», et puis quand on dit qu'on est solidaires, on nous dit qu'on n'a pas besoin de nous. Je me suis dit que c'est passé. C'est incompréhensible, mais c'est plus là des comportements d'institutions en quelque sorte qui sont là et qui veillent avant tout à conserver leurs pouvoirs d'institutions. Or les politiques ont pour mission de faire évoluer les institutions et de les transformer en fonction de ce que les opinions publiques souhaitent aussi.

[**Étienne Deschamps**] Et les partenaires américains au sein de l'Otan, comment réagissent-ils face à ce double discours, en fonction des circonstances, en fonction de l'interlocuteur et face à cette incapacité manifeste des Européens à parler d'une seule voix? Est-ce que ça les arrange d'une certaine manière?

[**André Flahaut**] Et poser la question, c'est y répondre! Bien entendu, et on vous dit quelquefois, avec une certaine condescendance: «C'est quand même dommage que l'Europe ne puisse s'exprimer d'une seule voix!» J'ai entendu d'autres discours aussi dans le chef de l'administration Bush, du style: «Vous comprenez bien qu'au niveau de l'Otan, on ne peut pas attendre, parce qu'il y a même des pays

qui doivent avoir l'avis de leur parlement pour envoyer des troupes à l'étranger»; c'était l'Allemagne qui était visée à l'époque. C'était l'administration Bush. Mais comment vais-je dire? Mais en revanche, par exemple, par rapport à cette administration, je crois que contrairement à ce que pensaient certains collègues qui se mettaient en prétention face à cette administration en épousant les thèses et en étant même quelquefois plus bushien que Bush lui-même, ces collègues-là n'étaient pas nécessairement plus respectés. Je crois que même cette administration, très carrée, très brutale, respectait ceux qui osaient leur dire non. Mais que la condamnation de cette attitude venait plus par les adhérents, plus que par l'administration Bush elle-même. Ça c'est une perception très nette, mais ce qui nous confortait dans notre capacité, dans notre volonté d'exprimer véritablement notre position. Bien entendu, on n'a pas été à l'abri de pressions multiples sur les uns et sur les autres, les intérêts économiques, le port d'Anvers, mais il y a aussi à côté de...

[**Étienne Deschamps**] ...le siège de l'Otan...

[**André Flahaut**] ...le siège de l'Otan, il y avait aussi à côté de ça, c'est le plan de compétence universelle que nous avons fait adopter dans un enthousiasme quasi révolutionnaire, qui a fait dire un jour à Rumsfeld qu'il n'y aurait plus aucun dignitaire, plus aucun officier américain qui viendrait siéger à Bruxelles tant que ces plans existaient, qui a imposé à la Belgique une révision, une machine arrière. Ça, c'est toujours une réflexion qu'on doit avoir. Agir dans la précipitation n'est pas toujours une bonne chose. Mais, bon, voilà, ça a été fait, ça a été fait. Je crois qu'aujourd'hui les relations entre la Belgique et les États-Unis sont rétablies, etc., plus encore avec une autre administration qui est totalement, fondamentalement différente, même si elle est toujours américaine.

[**Étienne Deschamps**] En 2003, en janvier 2003, les Premiers ministres de huit pays membres de l'Union européenne ont signé sans concertation avec l'Union européenne et les autres membres de l'Union européenne une lettre de soutien total, quasiment, à Washington et à sa volonté d'en découdre avec Saddam Hussein. Chose plus étonnante peut-être, c'est que les pays candidats, alors candidats à l'adhésion à l'Union européenne, ont suivi le mouvement. Comment le gouvernement belge d'alors, et le ministre de la Défense nationale que vous étiez, a-t-il réagi par rapport à cette attitude non seulement des membres historiques de l'Union, mais en plus de ceux qui avaient la prétention d'y entrer?

[**André Flahaut**] Tout d'abord, je reviens à ce que je disais tout à l'heure. Quand on interrogeait les responsables politiques des pays de l'ancien bloc de l'Est ou encore ceux qui venaient d'arriver, entre l'Otan et l'Europe, la réponse était clairement l'Otan pour avoir la protection face à ceux qui, pour certains étaient toujours l'Union soviétique, même si elle était devenue la Russie. Et donc s'il y avait par exemple pour les pays baltes la nécessité d'assurer la surveillance aérienne, si les Belges ont été les premiers à assurer la surveillance aérienne au niveau des pays baltes, pendant la période où on s'y trouvait, on n'a jamais eu une incursion d'un avion russe... mais enfin, bon, il faut se rassurer! Et donc, je veux dire que ce n'était pas totalement une surprise, cette attitude. Qu'elle s'exprime comme cela par des candidats, ça c'était plus étonnant. Mais c'était la démonstration qu'on a besoin des États-Unis, donc on ne peut pas faire autrement que de dire qu'on les soutient à fond. Parce qu'ils étaient confrontés à cette administration qui disait «Tu es avec moi ou tu es contre moi, si tu n'es pas avec moi, tu es contre moi». Et donc, c'était peut-être un mouvement de panique ou de conviction sincère. Toujours est-il que ça ne nous a pas empêchés de maintenir l'attitude qui était la nôtre. On ne s'est pas laissé désespérer et démonter par ce genre de choses. On s'est même laissé insulter un

certain moment comme vieille Europe. Bon, mais la vieille Europe, c'est la capacité de respecter les parlements, c'est la capacité d'avoir un dialogue, de mettre tout en avant d'abord pour la diplomatie, pour la prévention, pour les contrôles sur le terrain dans le cadre de l'ONU et pas de va-t-en guerre, eh bien si c'est ça la vieille Europe, tant mieux! Moi, je suis fier d'être dans la vieille Europe. Mais donc, depuis lors, les gens sont revenus, il y a eu d'autres responsables qui ont pris leurs responsabilités, et je crois qu'il y a aussi eu une prise de conscience réelle de... là aussi, ce sont les responsables politiques qui ont signé mais ils n'étaient pas tout à fait l'expression de leur population. Ils étaient quand même en décalage. La seule chose que l'on peut dire, nous, c'est qu'en Belgique et dans les pays où l'on a dit non à cette guerre en Irak, c'est que nous étions en parfaite symbiose avec notre opinion publique. Pas pour suivre aveuglément l'opinion publique, parce que les hommes et les femmes politiques ne sont pas là pour suivre l'opinion publique partout, mais on est là aussi pour en tenir compte et être capables de faire accepter des positions. Et nous étions en symbiose avec notre opinion publique. Dans d'autres pays, ils n'étaient pas en symbiose et on l'a vu d'ailleurs par la suite. Certains de ces pays qui avaient signé la belle lettre, après, avaient aussi marqué leur accord pour le *missile défense*, et puis après ils ont fait machine arrière toute, en disant que ce n'était pas comme ça qu'il fallait interpréter et que non, il fallait quand même réfléchir, que ça allait coûter etc. Puis les États-Unis ont dit «On va vous installer des bases, etc.» et ils n'ont pas eu les bases et donc ils ont été roulés. Donc on revient sur ce que je vous disais tout à l'heure, l'allié américain a quelquefois plus de respect pour un allié qui dit non, qui se fait respecter, plutôt que pour quelqu'un qui fait du... en disant «Oui, oui, oui, tout est beau, vous venez, faites n'importe quoi». Je crois qu'il en va dans ces relations entre États et entre alliés dans une association comme l'Otan comme de la relation entre les personnes. Il faut avoir la franchise de dire aux gens «non» et de s'y tenir.

[**Étienne Deschamps**] Et vous souvenez-vous des conditions ou des circonstances dans lesquelles s'est préparée, si je puis dire, la riposte à cette attitude de plusieurs grands pays européens et des pays candidats, puisqu'en avril 2003: réunion à Tervuren, quatre pays participants – les Belges, les Français, les Allemands et les Luxembourgeois? Comment en l'espace de trois mois cette réaction, cette initiative a-t-elle été prise et organisée?

[**André Flahaut**] Mais, moi je crois qu'il faut l'attribuer avant tout à la détermination de Guy Verhofstadt.

[**Étienne Deschamps**] C'est lui qui a pris le flambeau tout de suite?

[**André Flahaut**] Oui, c'est lui. Maintenant, est-ce qu'il l'a pris directement seul ou est-ce que finalement il avait l'appui de certains chefs d'autres États? Ça, je crois que c'était la réalité aussi. Il ne s'est pas engagé tout seul, il était suffisamment prudent pour cela. Et donc il avait quasiment la certitude qu'il pourrait faire une démonstration. Naturellement, c'était difficile pour un des quatre de prendre l'initiative parce que... Mais en revanche, que la Belgique agisse pour, ma foi, on en a fait d'autres! Et donc, je crois que c'était important et puis alors, il y a eu toutes ces discussions, mais qui traduisent à nouveau la perte de temps et d'énergie que l'on peut avoir lorsqu'on s'attache à certaines symboliques. C'était l'opposition à tout prix du quartier général européen à Tervuren! Bon, il n'en était pas question, on avait un quartier clé sur porte en Belgique qu'on pouvait mettre à disposition, tout près, opérationnel, immédiatement, il n'en était pas question! Bon. Qu'est-ce qu'on a fait? Eh bien, pragmatiquement, on s'est dit, on va quand même... enfin, on ne va pas se laisser démonter. Il y a le COPS qui se trouve avenue de Cortenbergh, et puis en regardant les plans un jour avec Guy, j'ai

dit: «Mais il y a ce bâtiment-là à l'École militaire, il est rénové, etc.!» Alors, il me dit: «Oui, on va faire ça!» Et donc on a proposé en fait le bâtiment qui n'était pas à Tervuren, qui n'était pas dans le bâtiment du COPS, et qui était avenue de Cortenbergh pratiquement en face. Donc on l'a quand même fait. Donc c'était vraiment... certains ont parlé tout à l'heure de symboles, je crois qu'il y a des symboles positifs, mais il y a – bon Dieu de bon sang! – des symboles négatifs qui prennent un temps fou mais qui mettent en péril le développement d'un projet. Et finalement, il y a avenue de Cortenbergh un bâtiment qui est dédié à l'état-major européen. Et plus personne n'en parle et ceux qui étaient les plus opposés ne sont plus là aujourd'hui.

[**Étienne Deschamps**] Une chose dont nous n'avons pas encore parlé, c'est l'impact – s'il y en a eu un, à vous de me le dire! – de la guerre en ex-Yougoslavie sur la prise de conscience de la nécessité d'une défense européenne et sur des réalisations concrètes dans ce domaine. Est-ce qu'il y a vraiment eu là un rôle, je dirais, d'aiguillon?

[**André Flahaut**] Oui. L'ex-Yougoslavie, ça a surtout été l'affaire de l'Otan. L'Europe est arrivée après, dans des formes un peu diluées.

[**Étienne Deschamps**] Mais est-ce que c'était l'affaire de l'Otan, parce que les Européens précisément n'étaient pas prêts ou disposés...?

[**André Flahaut**] Oui, je crois que oui, il y avait... il a fallu à un certain moment une capacité d'action et quelqu'un pour mettre en œuvre la capacité d'action, et c'était Solana qui s'est retrouvé après à l'Europe. C'était ça le... Donc, en quelque sorte, pour la question qui pourrait se poser, il faudrait peut-être poser la question à Solana: est-ce quand il a agi comme secrétaire général de l'Otan, est-ce qu'il agissait déjà en précurseur d'une défense européenne? Puisqu'après, il s'est retrouvé en connaissance parfaite de la cause du Kosovo et de l'ex-Yougoslavie, il s'est retrouvé comme opérateur européen en première ligne. Et je crois qu'on n'insistera jamais assez sur le rôle de Solana là-dedans. Mais, naturellement, oui, il y a eu l'ex-Yougoslavie, mais je crois véritablement que les plus grandes prises de conscience sont intervenues après 98, après 99, avec 2001, qui ont donné un coup d'accélérateur. On s'est rendu compte en 2001 avec l'attentat sur les tours que ça pouvait aussi arriver.

[**Étienne Deschamps**] C'est un effet révélateur...

[**André Flahaut**] Et donc on a dit: «Il faut du renseignement européen». Et puis on a regardé, chacun, dans nos cartons ce qu'au niveau européen on pouvait faire. Et puis... je crois que ça a été positif pour l'Europe, ça a créé un mouvement, puisqu'on a clos notre réunion en disant: «Il ne faut pas moins d'Europe, il faut plus d'Europe en matière de défense.» Ça, c'est un élément positif des tours en quelque sorte, bon. Par la suite, il y a eu la dislocation du front européen au moment de la guerre en Irak, ça ça a été un recul très net, et puis, maintenant, on est dans une phase de reticotage, mais dans une situation économique particulièrement difficile, avec une remontée en puissance des États par rapport à l'Europe, et à côté de ça un Otan qui se cherche, qui cherche comment sortir de l'Afghanistan, comment exister par la suite. Et donc je crois que c'est un éternel recommencement. On a eu en 98 un coup d'accélérateur – 98, 99 – 2001, un sérieux coup d'accélérateur, une présence

affirmée dans beaucoup d'endroits, des à-coups à certains moments de présence européenne, notamment en Afrique dans Darfour et également au niveau du Congo, mais aujourd'hui, à nouveau, un enlèvement de l'Europe de la défense et de sa représentation extérieure dans la mise en œuvre du service d'action extérieure, on a institutionnalisé les choses, on a mis des gens, on a mis des structures, on a mis des bureaux, et puis voilà! Et sur le terrain, là où ça pourrait vraiment fonctionner: l'Agence européenne, parce que c'est du concret, des actions, utiliser mieux l'Eurocorps, utiliser mieux... tout ça ne bouge pas.

[**Étienne Deschamps**] ...n'a pas encore pris.

[**André Flahaut**] Alors, bon, on parlait tout à l'heure de la lutte contre la piraterie. Moi, je crois beaucoup – et je l'ai déjà dit, pendant que j'étais ministre, à plusieurs reprises – je crois qu'il y a une mission nouvelle importante pour les armées nationales, intégrée dans un ensemble beaucoup plus vaste, c'est au niveau des marines. La prévention du terrorisme au niveau du renseignement se met en œuvre, il y a encore beaucoup de choses à faire en termes d'investissement, notamment satellitaire, c'est évident. L'aérien est contrôlé, l'espace aérien est contrôlé, tout ça c'est évident et ça fonctionne. Nous avons, nous, nos Renegade ici en Belgique, les deux F-16 prêts en permanence à décoller pour intercepter un avion pirate qui viendrait sur la Belgique, et j'ai vécu le Renegade en direct, puisque j'étais ici au moment des tours et le ministre des Affaires étrangères était à l'étranger, celui de l'Intérieur aussi, le Premier ministre aussi... et donc j'étais opérateur, mais comme c'est le ministre de la Défense qui est responsable de la mise en œuvre du Renegade, ça allait! Mais au niveau contrôle des aéroports – mais là où il y a le routier, le terrestre, Schengen, etc. – mais il y a naturellement par la mer! Alors là, effectivement, la menace qui vient par la mer, avec des missiles qui peuvent être à bord de sous-marins, quand on sait que des terroristes achètent parfois des sous-marins aussi et certainement des missiles, mais aussi le trafic de drogue, le trafic d'êtres humains, tout ça peut se faire par la mer, et donc il y a là un rôle important pour les Marines, coordonner! J'avais donné cet exemple-là lorsque pour la première fois, on avait envoyé une frégate belge avec un hélicoptère hollandais, sur cette frégate belge dans les Caraïbes pour travailler avec les États-Unis dans la lutte contre les trafics de drogue. Et j'avais dit à l'époque: «Mais ce que l'on peut faire avec les États-Unis dans les Caraïbes, on peut très bien le faire entre nos marines nationales dans la Méditerranée, etc.» Il y a des flottilles dans la Méditerranée qui sont là, ça se fait de plus en plus, et l'opération Atalanta est l'illustration qu'on peut faire des choses ensemble au niveau européen. De ça, je crois qu'il faut s'en réjouir!

[**Étienne Deschamps**] Croyez-vous, comme certains, que par rapport à ce que peut faire l'Otan, à ce que peuvent faire les Américains, il y ait ou il devrait y avoir une... comment dire?... une marque de fabrique de la défense européenne, et en l'occurrence de ses missions extérieures, notamment en ce qui concerne l'utilisation conjointe des moyens militaires et civils sur le terrain? Autrement dit, est-ce qu'il y a un savoir-faire ou une approche différente des Européens par rapport à ce que peuvent faire les Américains ou l'Otan dans ce domaine très précis?

[**André Flahaut**] Oui, et on le constate en certains endroits, au moment où nous parlons, les Belges sont toujours associés aux Allemands dans l'opération de soutien en Afghanistan – l'ASISAF, la FIAS – et notre action-là est une action qui associe à la fois du civil et du militaire. Et donc il y a une possibilité, mais ça c'est ma conviction, de faire collaborer les civils et les militaires dans des missions humanitaires. Les humanitaires ne vont pas vous dire ça. Ils vont vous dire que ce sont deux

mondes séparés... Mais moi, je suis un pragmatique, et je considère que dans une première phase de crise – et une crise, ça peut durer longtemps –, si vous n’avez pas cette collaboration entre les militaires et les humanitaires et que les militaires fassent un peu d’humanitaire comme nous sommes en train de le faire à Koundouz par la reconstruction provinciale – et c’est ce qui est sans doute plus porteur que d’autres missions menées en Afghanistan –, si nous pouvons faire ça, c’est parce qu’il y a cette collaboration avec cette mentalité européenne. Les Allemands sont sur le terrain, mais les militaires qui agissent sont sous le département «Affaires étrangères & Coopération». Et donc, je crois que oui, nous pouvons développer une forme de participation dans certains pays de maintien de paix ou de rétablissement de la paix, dans une phase première avec une connotation civilo-militaire. Ça, j’y crois. Ça s’est fait également en Afrique à un certain moment, et c’est clair que ça donne aussi de la part des populations locales une perception différente de l’action menée par des Européens et menée par des Américains, et qui ont une autre approche de cette action. C’est toute la différence entre la FIAS et l’Enduring Freedom. Mais le problème, c’est que lorsqu’un Afghan voit passer un avion F16, il ne sait pas dire si c’est FIAS ou Enduring Freedom. Pour lui, c’est un avion qui risque à tout moment de bombarder et ce n’est pas un C-130 qui va larguer les vivres. Non, mais il y a une spécificité... ce sont des approches totalement différentes. L’approche militaire européenne est une approche militaire qui est plus humaine, qui est plus civile et moins militaire...

[**Étienne Deschamps**] Qui n’est pas guerrière...

[**André Flahaut**] ...et qui est moins guerrière effectivement. Attention, je ne dis pas qu’il n’y a pas des officiers, des officiers supérieurs, des sous-officiers dans certaines armées nationales... il y en avait ici aussi, qui ont toujours considéré mon action à la défense comme une action trop humanitaire, une action trop orientée vers la paix, trop orientée vers l’utilité à la population civile et à la solidarité, etc. Ça, vous savez, comme ministre socialiste, ce sont mes valeurs et j’étais là aussi pour mettre en avant les valeurs et je crois que les militaires n’étaient pas plus mal et les populations avec lesquelles on avait contact n’étaient pas plus mal non plus. Il faut leur demander.

[**Étienne Deschamps**] Alors on a beaucoup évoqué la difficulté d’avoir... comment dirais-je?... des relations ambiguës, parfois difficiles, entre l’Otan et l’Union européenne dans la politique européenne qu’elle s’efforce de mettre en place. Est-ce que malgré tout, vous considéreriez que les accords dits de Berlin Plus en 2003 ont malgré tout permis, je dirais, de clarifier les relations entre les deux structures, entre les deux organisations?

[**André Flahaut**] Oui, elles y ont contribué et, à nouveau, Solana y a joué un grand rôle parce qu’il connaissait les deux côtés du décor, mais il en va des accords de Berlin Plus comme beaucoup d’autres accords. C’est ce que l’on en fait par la suite. Et je vous l’ai dit tout à l’heure, très souvent des gens disent oui d’un côté et non de l’autre. Ou même plus grave, ils disent oui, mais ils font non. Et je dirais que Berlin Plus a le mérite d’exister, parce que comme tout accord qui existe, je crois que c’est important pour faire avancer un processus, mais dans l’exécution et dans la mise en œuvre, je trouve qu’il n’y a pas eu suffisamment de corrections ou de volontarisme. On perd du temps, on fait des réunions, et certains considéraient qu’on avait fait un très grand pas, parce que de façon systématique le secrétaire général de l’Otan était invité à la réunion des ministres européens de la Défense avant leur réunion, alors que l’inverse n’est pas vrai. Et puis alors, on a un peu corrigé, mais rien que faire inviter l’un chez l’autre, je peux vous garantir qu’il y a quelques diplomates à sauter ou quelques bureaucrates à sauter, parce que «Ce n’est pas possible, on n’a jamais fait ça, vous

comprenez... les agendas, c'est difficile, enfin de quoi allons-nous pouvoir parler?» ou des choses comme ça, «Est-ce qu'on va vraiment pouvoir tout dire?», etc. Comment voulez-vous collaborer avec des gens si vous commencez par vous demander si vous allez inviter à votre table? À une certaine époque, c'était la même chose. Au niveau de l'Otan, vous aviez des réunions, et à certains moments, les portes s'ouvrent pour accueillir les Ukrainiens et les Russes. Mais il y a eu une époque où avant que les portes ne s'ouvrent, c'était du style «Ça y est, attention, parce que ceci parce que cela...» Alors ou vous collaborez, ou vous dites que vous voulez avancer dans la transparence, dans le dialogue, et vous le faites, ou vous ne faites pas semblant de le faire. Et ça, c'est aussi un peu, entre guillemets, révolutionnaire dans certaines institutions quand on ose dire cela. On vous dit peut-être qu'il faut utiliser un autre langage un peu plus diplomatique, mais incompréhensible. Moi, je préfère le langage direct.

[**Étienne Deschamps**] En mars 2010, il y a quelques mois, après plus de cinquante ans d'existence, l'Union de l'Europe occidentale a fait savoir qu'elle cesserait définitivement ses activités dans les prochains mois courant 2011. Est-ce que c'est une disparition qui vous indiffère, que vous considérez comme logique, ou au contraire, vous portez sur l'action qui a été celle de l'UEO au cours de toutes ces années un regard bienveillant?

[**André Flahaut**] D'abord, la réponse, à mon sens, est logique. Parce qu'on ne va pas pouvoir continuer à maintenir toute une série de choses. À un certain moment, il faut... j'utilise quelquefois une expression «Il faut savoir enlever le tapis de la mosquée et pas toujours ajouter de nouveaux tapis dans la mosquée». Si on veut avancer, il faut vraiment quelque part revenir au parquet et puis reconstruire là-dessus. Je crois que... enfin j'ai mis un point d'honneur à chaque fois qu'on m'a posé la question d'aller devant l'UEO, l'Assemblée fait un exposé de nos projets, j'ai fait avant la présidence, après la présidence... Quand j'étais ministre, j'y suis allé plusieurs fois; et bien entendu, c'est un lieu d'échanges, de dialogue, etc. Mais il ne suffit pas d'avoir l'échange et le dialogue, il faut avoir aussi la possibilité politique de faire changer les choses. À partir du moment où l'UEO constate qu'elle est une assemblée respectable, de gens respectés et respectables, mais qu'elle a beau faire des communiqués et des recommandations, mais que chacun prend ça pour... à ce moment-là il faut avoir l'honnêteté, la sagesse de dire «Eh bien, arrêtons!» De la même façon, il y a des endroits... je veux dire il y a d'autres endroits où les gens ont l'occasion de se rencontrer, il y a le Conseil de l'Europe, etc. où on peut discuter aussi de matière de défense certainement, de politique internationale, il y a aussi des échanges, mais l'endroit par excellence où tout cela devra se décider, c'est le Parlement européen! Parce que là, en principe, les gens qui sont là ont un pouvoir parce qu'ils sont élus. Mais pour faire changer les choses – et on revient à ce qu'on disait tout à l'heure – il faut vraiment que les partis se structurent et fassent autre chose que de la compensation, comme on fait souvent en matière financière, la compensation dans les bureaux d'assemblée, la compensation dans les intérêts des uns et des autres pour arriver à une espèce de consensus. Oui, il faut que le Parlement européen devienne véritablement ce lieu aussi de confrontation politique dans des matières aussi importantes que la défense, et en cela la plus grande responsabilisation du Parlement et son plus grand pouvoir qu'on lui donne, je crois que c'est dans le bon sens. Ce sont les élus directs, au niveau de l'Union de l'Europe occidentale ce n'était pas des élus directs, c'était des gens qui étaient désignés là à un deuxième, troisième degré. Bon, c'est bien les salons où l'on cause mais ce n'est pas là que l'action se fait. Donc je crois qu'il faut... et ça a un effet... Parce que, prenons le citoyen... le citoyen de l'Union de l'Europe occidentale, le Parlement européen, le Conseil de l'Europe, etc. et le Parlement là-dedans, c'est quoi? La Commission... Van Rompuy... help! Donc il faut revenir à cette formation citoyenne européenne, donc la disparition de l'Union de l'Europe occidentale est un acte de sagesse logique, mais qui doit trouver un prolongement dans une intensification du débat politique, mais un débat politique réel, et pas un débat semi-institutionnel au sein de l'assemblée politique démocratiquement élue qu'est le

Parlement.

[**Étienne Deschamps**] Alors on peut supposer qu'une défense européenne sera d'autant plus puissante, respectée et efficace qu'elle comportera, qu'elle impliquera beaucoup de membres, et dans ces conditions-là, quel regard portez-vous sur les pays qui veulent conserver leur statut de neutralité? Est-ce que c'est une faiblesse pour une défense européenne?

[**André Flahaut**] Oui, parce qu'on ne peut pas avoir un pied dedans et un pied dehors. Et donc on a vécu des situations un peu difficiles, il y avait urgence d'intervenir au Congo. Il y avait des pays qui... et puis finalement ces pays-là se sont engagés, parce que les Suédois se sont engagés à nos côtés au Congo. Ils ont fait l'action de la dimension civile humanitaire et ça a admirablement bien fonctionné. Donc ils étaient là, pas comme militaires, mais ils étaient là en soutien, et un soutien très solide par rapport à l'action que l'on a eu. Donc je crois que tout ce qui va dans le sens d'une clarification est la bienvenue, parce que ça c'est... un pied dedans, un pied dehors, c'est toujours un peu difficile.

[**Étienne Deschamps**] Alors, pour terminer cet entretien, une dernière question sur les missions de stabilisation, les missions extérieures de l'Union. Est-ce qu'elles ont à vos yeux répondu aux attentes des Européens, d'une part, mais aussi ont-elles répondu aux attentes de la communauté internationale? Qu'attend la communauté internationale de l'Europe en matière de défense?

[**André Flahaut**] Moi, je crois que la communauté internationale attend que l'Europe parle d'une seule voix et qu'elle soit plus proactive et qu'elle soit plus présente autour des tables de négociation où il y a des conflits. Je crois que l'on parle du Liban, du Moyen-Orient, que l'on parle de l'Afrique, et là de l'Afrique nous sommes dangereusement absents. Pas pour faire la politique à la place des Africains mais simplement parce qu'on pourrait dans des relations triangulaires aider à faire avancer certaines choses, et donc je crois qu'il y a une attente, une attente réelle. Et pour ça, nous avons l'avenir entre nos mains. C'est à nous de déterminer. Deuxième élément, quand nous agissons, je crois que nous le faisons bien. Et donc, en ça nous répondons aux attentes de la communauté internationale et aussi des populations locales, parce que nous le faisons avec beaucoup de respect pour les populations et même pour les autorités qui sont concernées. On n'arrive pas en occupant.

Ensuite, est-ce que nous devrions être plus présents? La réponse est sans conteste oui. Et pour être plus présents – et ça permettrait à la Belgique d'être plus présente également en opération extérieure, dans le cadre européen –, il faut qu'il y ait des opérations extérieures. Et on revient au même problème du processus de décision, du consensus qui doit se faire, de qui va faire quoi, de qui va payer, des différences d'approche, de philosophie, de moyens. Et donc on revient toujours au même point de la nécessité de structurer dans les équipements, dans les formations l'ensemble de ces éléments qui travaillent de façon dissociée, encore trop pour l'instant. Et ce ne sont pas les réunions régulières des ministres qui font avancer les choses, c'est peut-être un peu le COPS aussi, mais on revient à l'idée que si on avait eu véritablement un état-major européen, on aurait sans doute gagné beaucoup de temps, comme on aurait gagné beaucoup de temps si on avait fait une académie européenne. Et c'est ça l'objectif de la démarche des pralines. Mais bon, il en a été décidé autrement, les choses avancent plus lentement, mais il faut rester optimiste, et je crois qu'il y a un processus irréversible qui s'est engagé. C'est que l'Europe finira un jour par exister aussi en termes de politique extérieure réelle et de politique de défense, ça va encore prendre beaucoup de temps, et pendant ce temps-là, il y a des crises qui se développent, il y a des crises humanitaires qui se développent, il y a

des crises militaires où nous pourrions être très utiles, mais par notre organisation et notre absence de mise en commun suffisante des moyens dont nous disposons fait que cette riche Europe – parce que c’est ça – n’est pas suffisamment solidaire, et ça je le regrette. Et c’est pour ça que politiquement il faut se réinvestir là-dedans pour revenir avec cette dimension de solidarité, faire une Europe des hommes, utile pour les hommes et les femmes en Europe et les générations futures et aussi utile pour les hommes et les femmes d’ailleurs.

[**Étienne Deschamps**] Monsieur Flahaut, je vous remercie.